

Du tout; c'est parce que la main-d'œuvre est moins en demande et qu'un plus grand nombre de personnes ont été mises sur le pavé par les industries particulières; il faut que l'Etat leur procure du travail.

Permettez-moi d'aller encore plus loin et de citer les chiffres-indices que donne le document en question. Les statistiques relatives à la construction constituent un très bon indice de la prospérité industrielle et il est de 94.6 au premier décembre. Mais à la page 8, la suivante, nous trouvons les statistiques comparatives au sujet de la construction et de l'entretien entre le 1er décembre 1932 et le 1er décembre 1933, et que constatons-nous? La construction et l'entretien sont constitués par trois groupements: la construction proprement dite, les grandes routes et les voies ferrées. L'analyse des chiffres relatifs à la construction et aux chemins de fer, qui devrait dénoter un accroissement appréciable de la consommation de denrées qui alimentent le trafic des voies ferrées et les affaires des établissements de distribution, révèle en réalité qu'en 1933 la situation était pire que l'année précédente, et qu'à vrai dire les deux tiers de l'augmentation furent attribuables à un plus grand nombre de travaux sur les grandes routes, presque tous effectués à l'aide des deniers publics.

Je prétends que le groupement des projets de secours avec les autres statistiques, alors que l'ensemble est ramené à un chiffre-indice, est décidément de nature à créer une illusion quant à la véritable situation ouvrière au Canada. Le printemps prochain, à en juger par ce que dit le discours du trône, le Gouvernement a l'intention d'inaugurer un vaste programme de construction. Dans quel but? Afin d'assurer du travail aux chômeurs, et par ce moyen, perpétuer la pratique des secours au chômage. Si l'on continue de dresser les statistiques de cette façon, si l'on nous dit qu'il faut juger de la situation ouvrière au Canada par le nombre de ceux qui seront employés à des travaux imputés sur des fonds du trésor public, et que ce doit être là un indice de prospérité durable, je prétends alors que tout le public sera absolument induit en erreur. Et, si par surcroît, comme nous autorisent à le croire certains discours que le premier ministre a prononcés en ces derniers temps, nous devons avoir l'inflation de la monnaie, ce pays-ci se donnera les airs d'un peuple en pleine recrudescence d'activité, alors qu'en réalité ce sera simplement signe que le chômage—le chômage attribuable à l'impossibilité de trouver de l'emploi dans l'industrie privée—sévit à ce point que le Gouvernement actuel a jugé nécessaire, et ce plus que jamais, de

[Le très hon. Mackenzie King.]

venir en aide aux chômeurs. Lorsque les statistiques sont présentées sous cette forme, la Chambre des communes ne saurait examiner de façon éclairée la situation qui existe au pays. Mais il y a pis que cela. Ce même rapport contient ce qui est censé être la statistique du chômage aux Etats-Unis, à titre comparatif. Or il y aurait lieu de supposer que dans la préparation de statistiques comparatives on réunirait les données d'après la même méthode employée dans les deux pays. Mais, l'examen des statistiques du chômage aux Etats-Unis fait voir que ce bulletin-ci ne tient pas compte de ceux qui, aux Etats-Unis, sont employés à certaines entreprises, comme le reboisement forestier inauguré par le Gouvernement, non plus que des travaux entrepris pour venir en aide au chômage, mais s'en tient uniquement aux employés des fabriques et de l'industrie. Ce sont ces chiffres-là que nous devrions avoir au sujet de ce pays-ci; ce sont les seuls qui puissent valoir quelque chose pour établir la comparaison entre les deux pays.

Je proteste contre cette espèce de prospérité de nature statistique derrière laquelle le Gouvernement cherche à se retrancher, mais qui est on ne peut plus factice et ne servira qu'à créer de nouveaux ennuis et à accentuer le malaise à mesure que le temps avance. Afin de faire voir l'effet de statistiques ainsi établies, je citerai deux déclarations que j'ai par devers moi. Je les ai choisies parce que ce sont les premières que j'ai aperçues. J'ai ici une copie de ce que le *Star*, de Montréal, a publié ainsi que la copie d'une déclaration, parue dans le *Citizen*, d'Ottawa, commentant un bulletin de publication récente. Dans son numéro du 17 janvier 1934, le *Star* contenait la rubrique suivante:

La diminution du chômage est une preuve de la reprise de l'activité; entre avril et novembre de l'année dernière, 146,900 personnes reprennent le travail.

L'article cite ensuite des chiffres pour prouver qu'il y a amélioration. Mais où est la vérité? C'est précisément le contraire de ce que semblent dire ces manchettes. La recrudescence du travail indiquée ici ne constitue pas, à vrai dire, une preuve de tendance à l'amélioration; au contraire, elle prouve précisément le contraire, comme le fera voir un examen attentif de ces chiffres. Ils établissent qu'il y a plus de chômeurs dans l'industrie privée et que ceux qui reçoivent du secours par l'intermédiaire du Gouvernement sont en plus grand nombre, soit tout à fait le contraire de ce que les journaux donnent à entendre au public. On nous dit que 146,900 personnes ont repris le travail. Au premier abord, on serait porté à croire que ces